

## À L'ISSUE DE SON SOMMET DE MERCREDI DERNIER

L'opposition survivra-t-elle  
aux prochaines élections ?

**L'opposition, celle regroupée au sein de l'Instance de concertation et de suivi survivra-t-elle à la perspective des élections législatives du printemps prochain ?**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** L'interrogation est de mise tant la question semble constituer ce grain de sable qui risque de faire imploser cette Instance inédite dans l'action politique du pays. Alors que certains de ses membres sont acquis au boycott des prochaines échéances électorales au vu du projet de loi portant haute Instance indépendante de surveillance des élections et celui portant régime électoral, à leurs yeux liberticides et fermant l'opération électorale et l'exercice politique, ce qu'ils ont, d'ailleurs, fait savoir lors du sommet de l'Icso de mercredi dernier comme Jil jadid et FJD, d'autres préfèrent encore se donner du temps, histoire de mettre, dans une ultime démarche, le pouvoir devant ses responsabilités et de prendre à témoin l'opinion publique. Ceci en décidant de la mise sur pied

d'un groupe de travail qui aura à faire l'inventaire de toutes les atteintes au pluralisme politique à même de servir de base de travail pour l'opposition dans son action commune dans l'immédiat avec le souci d'y associer le maximum de partis et d'acteurs politiques de l'opposition comme le FFS et le PT.

Car, comme le soutient le président du RCD, une position commune de toute l'opposition, qu'elle soit structurée ou pas au sein de l'Icso, serait la plus rentable politiquement et la plus crédible auprès de l'opinion publique, invitant à réfléchir à l'impact du boycott ou de la participation sur l'objectif de départ, une transition démocratique pacifique et négociée. Autrement dit, il est préférable de patienter, de temporiser encore ; une décision, maintenant, à l'égard des prochaines élections



L'opposition en rang dispersé pour les législatives ?

législatives serait précoce, prématurée au vu, comme l'a soutenu le président du parti des Avant-gardes des libertés, que nul ne peut prédire les

développements susceptibles d'intervenir d'ici là. Ceci non sans que Ali Benflis ne tienne à préciser que l'attitude à adopter à l'égard de ces

échéances relève des prérogatives de chaque parti politique en fonction de sa lecture de la situation politique et des objectifs politiques qu'il assigne à sa participation ou sa non-participation à ces échéances électorales à venir.

Ce qui n'a pas été pour plaire au président de Jil Jadid dont la délégation qu'il conduisait à l'occasion du sommet de mercredi dernier, en était sortie déçue, même si l'ancien chef de gouvernement a tenu à préciser que ce constat n'empêche pas une action collective, comme le suggère Mohcine Belabbas.

Autant dire que le pouvoir, qui a, dès le début, joué la carte de l'usure avec le précieux avantage d'être le maître de l'initiative, semble aller tout droit vers le coup de grâce à l'opposition dont les échéances électorales prochaines feront étaler à la surface les différends d'ordre stratégique, voire idéologique de chacun de ses membres.

M. K.

## Décès de Boualem Bessaïeh

**«Je perds aujourd'hui un ami cher dont les avis et les idées m'ont éclairé et inspiré et un homme de lettres qui m'a toujours fasciné par la finesse et la pertinence de son style et les thèmes qu'il choisissait en histoire et préférait dans le domaine du cinéma en mettant en valeur les hauts faits des symboles de la Révolution algérienne à travers l'histoire.»**

C'est en ces termes, que le président de la République a exprimé sa compassion au lendemain du décès de Boualem Bessaïeh.

C'était dans un message que le premier magistrat du pays a adressé à la famille du défunt. Ce dernier a été inhumé hier en fin d'après au cimetière El Alia, en présence de plusieurs personnalités, dont des ministres, des hauts cadres de l'Etat et des anciens responsables d'institutions de la République. En effet, c'est dans la journée du jeudi dernier, qu'a été annoncé le décès de Boualem Bessaïeh à l'hôpital d'Aïn Naâdja à Alger, à l'âge de 86 ans, des suites d'une longue maladie.

Ministre d'Etat, conseiller spécial et représentant personnel du président de la République, le défunt est né en 1930 à El Bayadh, Boualem Bessaïeh, homme politique et homme de lettres, était un ancien moudjahid, ayant été notamment membre du secrétariat général du Conseil national de la Révolution algérienne de 1959 à 1962. Son parcours était riche en événement, en occupant plusieurs postes de responsabilités au lendemain de l'indépendance du pays. A ce titre, il avait occupé notamment les fonctions d'ambassadeur dans plusieurs capitales (Berne, Le Vatican, le Caire, Koweït City, Rabat), puis de secrétaire général du ministère des Affaires étrangères en 1971.

En 1979, il est entré au gouvernement et a été titulaire de plusieurs portefeuilles ministériels. Il a été nommé successivement ministre de



Boualem Bessaïeh.

l'Information, ministre des Postes et Télécommunications, ministre de la Culture et enfin ministre des Affaires

étrangères en 1988. A ce titre, il a participé au sein du comité tripartite Algérie-Maroc-Arabie Saoudite, déci-

dé par le sommet arabe de Casablanca, aux efforts déployés pour aboutir à l'Accord de Taïef qui a mis fin à la guerre civile au Liban.

En 1997, il a été nommé membre du Conseil de la Nation, au titre du tiers présidentiel, puis élu président de la Commission des affaires étrangères de la 2<sup>e</sup> Chambre du Parlement. En septembre 2005, M. Bessaïeh a été nommé par le président de la République aux hautes fonctions de président du Conseil constitutionnel.

Dans son message, le président de la République a déclaré que le défunt moudjahid Boualem Bessaïeh qu'il était «un grand homme à la hauteur des missions qu'il a habilement assumées».

Et de poursuivre: «Que dire de cette source jaillissante de sagesse et de mesure, de littérature et d'art, de poésie et de finesse, de diplomatie pondérée et de politique avisée, d'expérience longue et émérite, de

fidélité en amitié et de loyauté à la patrie, de vertus et de valeurs. Des qualités qui ont fait sa grandeur, une grandeur à la hauteur des missions qu'il a habilement assumées dans toutes les fonctions qu'il a occupées avec mérite, aussi bien en tant qu'ambassadeur de son pays, que chef de sa diplomatie, président de son Conseil constitutionnel, en somme un homme d'Etat.»

Pour le président de la République, «si moi je pleure toutes ses louables qualités, l'Algérie pleure en lui l'un de ses meilleurs fils, un homme reconnu pour la pertinence de son opinion, la profondeur de sa pensée et la perspicacité de son esprit. Elle pleure un fils loyal, un diplomate brillant et un politique émérite qui a, de tout temps, défendu avec force ses intérêts et avec courage sa révolution et qui a porté haut sa voix dans tous les forums et à partir de toutes les tribunes».

A. B.

## AFFAIRE SONATRACH-SAIPEM

## ENI et Scaroni seront jugés

**L'ancien patron de la compagnie italienne ENI, Paolo Scaroni, sera finalement jugé, son procès est prévu en décembre prochain à Milan. Ce qui signifie que Chakib Khelil risque lui aussi d'être convoqué à la barre.**

Le recours introduit par le parquet de Milan dans l'affaire Sonatrach-Saipem afin d'annuler le non-lieu prononcé en faveur de Scaroni, a été jugé fondé et la compagnie énergétique et son ancien président seront jugés, ont rapporté des médias italiens. La Cour de cassation avait, pour rappel, annulé en février dernier le non-lieu prononcé en octobre 2015 en faveur de la compagnie énergétique italienne ENI et son ancien président Paolo Scaroni et renvoyé le dossier devant un autre juge d'instruction qui a décidé mercredi de l'ouverture d'un procès en décembre prochain.

En effet, le parquet de Milan a mené dès 2012 une instruction pour pister 200 millions d'euros versés entre 2007 et 2009 à la société de

Pearl Partners de Farid Bedjaoui, neveu de l'ancien ministre algérien des Affaires étrangères Mohamed Bedjaoui. L'instruction a conclu que ce sont des pots-de-vin qui ont servi à graisser la patte des cadres de la Sonatrach et des responsables politiques qui ont favorisé Saipem, filiale d'ENI, pour l'obtention de sept contrats pétroliers totalisant huit milliards d'euros.

Or, ENI a bénéficié d'un non-lieu, tout comme son président à l'époque, Paolo Scaroni. Mais les procureurs en charge de l'affaire, convaincus de l'implication de Scaroni, ont fait appel pour casser la décision prononcée en sa faveur. Pour l'inculper, les procureurs se sont basés sur les conversations téléphoniques de Scaroni et les

témoignages de certaines personnes impliquées évoquant plusieurs rencontres dans des hôtels parisiens et milanais et en dehors du cadre protocolaire avec l'ancien ministre algérien de l'Energie, Chakib Khelil. Ils ont conclu qu'il savait, au moins, qu'ENI versait des pots-de-vin à des responsables algériens.

Ce rebondissement dans l'affaire risque ainsi de braquer les projecteurs sur Chakib Khelil qui, jusque-là, n'a pas été inquiété par la justice. Le rang de Scaroni dans la hiérarchie de la compagnie énergétique parapublique et son poids dans le processus de prise de décision devrait réorienter les débats sur les éventuelles implications de responsables de rang supérieur.

Il convient enfin de signaler qu'un procès se déroule en parallèle à ce procès dans le cadre de la même affaire Sonatrach-Saipem où

sept personnes dont trois Algériens, Farid Bedjaoui, Omar Habour et Samyr Ouareid, sont accusées de corruption et blanchiment d'argent.

L'affaire qui a coûté son poste à Scaroni a par ailleurs éclaté en 2009 en Algérie suite à des investigations menées par le service de police judiciaire du Département de renseignement et de sécurité (DRS). Un premier volet a été jugé en février dernier par le tribunal criminel d'Alger et une instruction est toujours ouverte concernant les sept contrats investigués par les enquêteurs italiens. Des peines de prison assorties d'amendes ont été prononcées à l'encontre de plusieurs personnes dont l'ancien P-dg Mohamed Meziane qui a écoupé de cinq ans de prison avec sursis et Saipem Contracting Algeria, condamnée, elle, à payer une amende.

L. H.